



Lettre aux membres la Sous-commission de la Sécurité Nucléaire

17 décembre 2020

Interprétation des mesures de Greenpeace près d'Umicore et Molse Nete, suite à la réunion de la Sous-commission de la sécurité nucléaire du 15 décembre 2020

Cher membre de la Sous-commission de sécurité nucléaire,

Nous souhaitons avant tout remercier les membres du comité et l'AFCN pour les intéressantes explications et discussions du 15 décembre.

La diffusion de la RTBF a sans doute permis qu'un certain nombre de dossiers importants aient reçu l'attention nécessaire. Il est positif que le sous-comité s'engage à poursuivre le suivi de cette question avec les parties prenantes.

Il est également positif qu'il n'y ait pas (plus) de controverse sur les mesures effectuées par Greenpeace. L'interprétation fait cependant l'objet d'une controverse. D'où cette courte lettre.

Nous pensons que notre interprétation de la situation entourant la décharge D1 à Olen a été déformée au cours de la discussion du 15 décembre. Dès le début, Greenpeace s'est exprimé en termes nuancés sur les risques. Cela ressort clairement de l'article de la RTBF qui a été publié avant l'émission¹ :

Evidemment, le hotspot découvert à Olen s'étend sur quelques mètres dans l'espace public. Rester un court instant à cet endroit n'est pas dangereux. Il faudrait s'y asseoir pendant 72 heures pour dépasser la norme annuelle admissible en Belgique qui est de 1 millisievert.

Le risque est ailleurs. Une contamination reste possible : "Si un enfant joue ici, se contamine les mains et met les doigts en bouche ou inhale la poussière, alors il y a bien sûr un risque", analyse Jan Vande Putte.

Quant à notre citation selon laquelle "Si on était à Fukushima ou à Tchernobyl, ce serait une zone d'exclusion... Une zone rouge", dans ce contexte, elle est clairement illustrative qu'il s'agit d'une sorte de hotspot qui n'est pas attendu en Belgique mais au Japon ou en Ukraine. Cependant, le fait de sortir cette citation de son contexte sans la nuance qui l'accompagne a provoqué une confusion dans les médias, ce que nous regrettons. Dans toutes les interventions, nous avons constamment souligné qu'"il n'y a pas lieu de paniquer mais qu'une action ciblée est nécessaire" pour éliminer un tel hotspot. Nos mesures du 13 décembre placent cette question dans une perspective encore plus large (entre autres, le

1

https://www.rtf.be/info/dossier/investigation/detail_umicore-a-olen-la-plus-grande-decharge-radioactive-de-belgique?id=10648860

débit de dose sur le chemin par rapport à celui le long de la clôture). Nous poursuivrons ce travail avec des mesures plus spécialisées.

Il y a un problème local très aigu qui a été mis à jour par nos mesures et il peut être résolu très rapidement. À partir des principes de base de la radioprotection, il convient d'appliquer ici l'*Optimisation*. La *Justification* d'une telle intervention réside dans le fait que le prix de revient est très bas alors que les risques d'abandon peuvent, eux, difficilement être estimés au cours des prochaines années. D'autre part, c'est un symptôme que les substances radioactives migrent de l'intérieur du site vers l'extérieur. Et ces mécanismes doivent être clairement identifiés et interrompus.

Sur ce point précis, il y a une divergence d'opinion avec l'AFCN. Sur un certain nombre d'autres points, nos avis convergent.

Nous sommes ainsi d'accord avec l'AFCN pour dire que la pollution radioactive de la Molse Nete montre probablement peu de mobilité. Cela ressort également de la comparaison des mesures du CEN, de Greenpeace en 2007 et de Greenpeace en 2020. Néanmoins, cette pollution radioactive ne peut être laissée telle quelle pendant des centaines d'années, et il incombe à notre génération de la nettoyer. Au minimum, un projet pilote devrait être lancé, par exemple à la hauteur du garage Lavrijsen. L'avantage de la mobilité (très) limitée est qu'elle est encore relativement facile à nettoyer. La majeure partie de la radioactivité se situe entre -40 et -10 cm.

En ce qui concerne la D1 à Olen, nous sommes plus inquiets, surtout en raison de la contamination considérable à l'extérieur de la clôture. L'hypothèse la plus évidente est que la radioactivité a été transportée du site par des pluies (intenses). Un certain nombre d'études plus spécifiques sont nécessaires pour cartographier la situation, sur le site même également. L'AFCN n'a jusqu'à présent donné aucune réponse concluante à cette question.

Tant l'AFCN que Greenpeace se sont engagés à clarifier davantage cette discussion, afin que des informations cohérentes puissent être fournies au sous-comité. Une plus grande transparence des données, comme l'ont demandé plusieurs membres du sous-comité, est essentielle à cet égard.

Vous trouverez ci-joint une copie de notre note intermédiaire du 14 décembre. Une version plus complète sera publiée dès que les données auront été traitées. Nous sommes toujours disponibles pour de plus amples explications au sein de la sous-commission.

Veillez agréer, Cher membre, l'assurance de notre plus haute considération,

Jan Vande Putte, Greenpeace

jputte@greenpeace.be

0496 161584